



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté N° PREF-SAPPIE-BE-2023- 0152
du - 3 MAI 2023
portant mise en demeure de la société MOULINS DUMÉE,
pour l'exploitation de son unité de meunerie
située sur le territoire de la commune de GRON (89)**

Le Préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SEE-2015-365 du 8 septembre 2015 autorisant la société MOULINS DUMÉE à exploiter une unité de meunerie sur le territoire de la commune de GRON ;

VU le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 8 mars 2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 mars 2023 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites mentionnées aux articles 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé et qu'en application de l'article 9.2.1 du même arrêté, l'exploitant fait réaliser ces mesures au minimum tous les ans. ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration prescrites à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral susvisé et qu'en application de l'article 9.2.2 dudit arrêté, l'exploitant fait réaliser ces mesures au minimum tous les ans ;

CONSIDÉRANT que les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ; que les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs définies à l'article 6.2.2. dudit arrêté et qu'en application des dispositions de l'article 9.2.4, une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, doivent être confinées sur site avant rejet éventuel dans le milieu naturel.

Le volume nécessaire doit également tenir compte du volume d'eau lié aux intempéries.

A cet effet le dispositif de confinement des installations est composé:

- d'une bordure d'une dizaine de centimètres autour de la surface imperméabilisée de 18 000 m², qui permet de garantir une rétention de 1 800 m³,
 - d'une fosse des élévateurs, pour un volume de rétention de 350 m³,
 - d'un système d'obturation placé avant le rejet dans le milieu naturel.
- L'étanchéité de ces dispositifs doit être assurée et régulièrement contrôlée.

Une consigne doit prévoir la fermeture systématique de ces dispositifs en cas d'incendie ou d'incident susceptible d'entraîner une pollution des eaux.

Le volume de confinement ainsi constitué s'établit à 2 150 m³ a minima.

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé, « l'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 31 janvier 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- **articles 3.2.3, 3.4 et 9.2.1** : les mesures de rejet atmosphériques n'ont jamais été réalisées,
- **articles 4.3.11 et 9.2.2** : les mesures de rejets aqueux n'ont jamais été réalisées,
- **articles 6.2.2 et 9.2.4** : aucune étude de bruit n'a été réalisée depuis 2016,
- **article 7.4.2** : l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la présence d'un bassin de confinement, de sa capacité et des systèmes d'obturation avant le rejet dans le milieu naturel,
- **article 8.1.5** : les cellules de stockage ne sont pas équipées de thermométrie. Aucun relevé, ni aucune procédure n'existe ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MOULINS DUMÉE de respecter les prescriptions des articles 3.2.3, 3.2.4, 4.3.11, 6.2, 7.4.2, 8.1.5, 9.2.1, 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé ayant autorisé l'installation ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

Article 1 :

La société MOULINS DUMÉE, dont le siège social est situé au 20 rue Amédée Guérard à SENS (89100), exploitant une installation de meunerie sur le territoire de la commune de GRON, rue du Port au Vin, est mise en demeure :

- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé en justifiant :
 - la présence d'un bassin de confinement,
 - la capacité du bassin de confinement,
 - la présence d'un système d'obturation avant rejet au milieu naturel,
- **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé en :
 - équipant les cellules de stockage de thermométrie,
 - consignait les relevés de température dans un registre,
 - rédigeant des procédures d'intervention en cas de phénomènes d'auto échauffement et les communiquer aux services de secours,
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter :
 - les dispositions des articles 6.2 et 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé en réalisant une mesure des niveaux de bruit,
 - les dispositions des articles 3.2.3, 3.4 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé en réalisant une mesure des rejets atmosphériques,
 - les dispositions des articles 4.3.11 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 susvisé en réalisant une mesure des rejets aqueux.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société MOULINS DUMÉE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Monsieur le Maire de GRON,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **- 3 MAI 2023**

Pour le Préfet,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT